

STATUTS

International Restitutions

(Statuts à jour à la dernière modification du 10 juillet 2024)

ARTICLE PREMIER – DÉNOMINATION – PRINCIPES FONDAMENTAUX (modifications du 10 juillet 2024)

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une organisation internationale non gouvernementale sous forme d'association régie par la loi française du 1^{er} juillet 1901 et le décret français du 16 août 1901, par l'article 71 de la charte des Nations Unies et par la Convention du Conseil de l'Europe du 24 avril 1986, ayant pour titre : « **International Restitutions** ».

International Restitutions affirme son attachement aux principes universels des droits de l'homme consacrés, en particulier, par la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 et les deux Pactes internationaux des Nations Unies relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966, la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948, la Convention internationale des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965, la Déclaration des Nations Unies sur les droits du déficient mental du 20 décembre 1971, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées du 9 décembre 1975, la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979, la Déclaration des Nations Unies sur les principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir du 29 novembre 1985, la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, les Règles des Nations Unies pour l'égalisation des chances des handicapés du 20 décembre 1993, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction du 16 décembre 1971, la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement du 14 décembre 1960, la Déclaration de l'UNESCO des principes de la coopération culturelle internationale du 4 novembre 1966, la Recommandation de l'UNESCO concernant la condition des chercheurs scientifiques du 20 novembre 1974, la Déclaration de l'UNESCO sur la race et les préjugés raciaux du 27 novembre 1978, la Convention de l'OIT (n° 111) concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession du 25 juin 1958 et la Convention de l'OIT (n° 169) concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants du 27 juin 1989, la Déclaration des Nations Unies (n° 61-295) sur le droit des peuples autochtones du 13 septembre 2007

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL (modifications du 31 janvier 2023)

International Restitutions a pour objet, par tous moyens de droit y compris par l'exercice de recours devant les juridictions compétentes :

- a) de veiller à la licéité de la composition des collections des musées publics
- b) de protéger le patrimoine culturel mobilier afin qu'il reste à disposition des populations autochtones dans le lieu ou le pays d'origine de création de manière à conserver, affirmer et promouvoir leur identité culturelle et la puissance créatrice de leur histoire
- c) d'obtenir, en vue de réaliser l'objectif prévu aux points a) et b), l'annulation ou la constatation de l'inexistence de tout acte ayant conduit à l'incorporation ou à l'affectation au domaine public de tout musée ou établissement tant français qu'étranger de tout bien culturel spolié, acquis ou approprié frauduleusement, irrégulièrement ou illégitimement de manière directe ou indirecte, tant par des personnes privées que par des Etats ou personnes morales de droit public, en particulier, mais non exclusivement, à l'occasion des différentes périodes de conflits armés ou de colonisation

ARTICLE 3 – MOYENS MIS EN ŒUVRE

International Restitutions est une organisation internationale non gouvernementale dite « *de plaidoyer* » qui a pour mission de protéger le patrimoine culturel mobilier tant français qu'étranger et d'intervenir auprès des décideurs par des moyens multiples et complémentaires en donnant de la résonance à son objet social tel que défini à l'article 2 de ses statuts, à tous les niveaux, national, international, devant les exécutifs, les chambres parlementaires, la presse, les cours et tribunaux et les mécanismes onusiens.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL (modifications du 31 décembre 2021)

Le siège social est fixé 9, rue des Anges 66450- Pollestres (France)
Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée d'**International Restitutions** est illimitée.

ARTICLE 6 - COMPOSITION

International Restitutions se compose de :

- a) membres d'honneur
- b) membres bienfaiteurs
- c) membres actifs ou adhérents

ARTICLE 7 - ADMISSION

Pour faire partie d'**International Restitutions**, il faut être agréé par le bureau, qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées.

ARTICLE 8 - MEMBRES – COTISATIONS

Sont membres actifs ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement une somme fixée par l'assemblée générale à titre de cotisation.

Sont membres d'honneur ceux qui ont rendu des services signalés; ils sont dispensés de cotisations.

Sont membres bienfaiteurs, les personnes qui versent une cotisation annuelle fixés chaque année par l'assemblée générale.

ARTICLE 9 - RADIATIONS

La qualité de membre se perd par :

- a) la démission
- b) le décès
- c) la radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité à fournir des explications devant le bureau et/ou par écrit.

ARTICLE 10 - RESSOURCES

Les ressources comprennent :

- 1° le montant des cotisations
- 2° les subventions ou donations de tous particuliers, États ou organisations internationales

3° toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 11 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres à quelque titre qu'ils soient.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres sont convoqués par les soins du secrétaire général. La convocation pourra être effectuée par tous moyens, y compris par courriel. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le président, assisté des membres du conseil, préside l'assemblée et expose la situation morale ou l'activité.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles à verser par les différentes catégories de membres.

Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du conseil.

Toutes les délibérations sont prises à main levée, excepté l'élection des membres du conseil.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

ARTICLE 12 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

International Restitutions est dirigée par un conseil de six membres, élus pour six années par l'assemblée générale. Les membres sont rééligibles.

Le conseil étant renouvelé chaque année par moitié, la première année, les membres sortants sont désignés par tirage au sort.

En cas de vacances, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration du mandat des membres remplacés.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les six mois, sur convocation du président, ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Tout membre du conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

ARTICLE 14 – BUREAU

Le conseil d'administration comprend un bureau composé de :

- 1) Un président
- 2) Un vice-président

3) Un secrétaire général

4) Un trésorier

Les membres du bureau sont élus par l'assemblée générale parmi les membres du conseil d'administration.

Le président dirige les discussions au sein du conseil d'administration et dans les assemblées, surveille l'observation des statuts, exécute les décisions du conseil d'administration pour la gestion, signe tous actes, vise les pièces de dépenses à payer, représente seul **International Restitutions** tant vis-à-vis des tiers qu'en justice, soit comme demandeur, soit comme défendeur, soit comme partie civile.

Le président dispose à cet égard des pouvoirs les plus étendus pour engager, sous sa seule signature, toute action en justice au nom d'**International Restitutions** et pour signer tous mémoires, recours, conclusions et, d'une manière générale, toutes pièces utiles aux procédures engagées.

Le secrétaire général est dépositaire des registres et des archives, il rédige les procès-verbaux des réunions.

ARTICLE 15 – PRÉSIDENTE D'HONNEUR (modifications du 10 juillet 2024)

Un ou plusieurs présidents d'honneur peuvent être désignés par le conseil d'administration.

Le président d'honneur est choisi soit parmi les personnes qui ont rendu des services éminents à l'association, soit parmi les personnes extérieures à l'association qui ont œuvré notablement pour les objectifs poursuivis par International Restitutions.

Le président d'honneur n'est pas tenu d'adhérer à l'association. La présidence d'honneur constitue une distinction purement honorifique qui n'implique aucun engagement ni aucune responsabilité.

Le président d'honneur ne prend pas part à la vie active de l'association ni aux décisions.

ARTICLE 16 – INDEMNITÉS

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs. Le rapport financier présenté à l'assemblée générale ordinaire présente, par bénéficiaire, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation.

ARTICLE 17 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration, qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne.

ARTICLE 18 – PROCÉDURES CONTENTIEUSES

International Restitutions privilégie la démarche amiable pour aboutir à ses objectifs. En cas d'échec ou de difficultés, des actions contentieuses devant les juridictions ou instances territorialement compétentes peuvent être engagées.

ARTICLE 19 – COLLÈGE D'EXPERTS

Il est créé un collège d'experts auprès d'**International Restitutions**, désignés par le président sur proposition du bureau et choisis en fonctions de leurs compétences, notamment dans le domaine du droit international ou de l'histoire de l'art.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION

En cas de dissolution un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution.

ARTICLE 21 – FORMALITÉS CONSTITUTIVES - PREMIER BUREAU

Le président est chargé d'accomplir toutes les formalités nécessaires pour la constitution d'**International Restitutions** ou la modification de ses statuts.

Le premier bureau est composé de la façon suivante :

Président : Monsieur Robert CASANOVAS

Vice-président : Monsieur Joan-Miquel TOURON

Secrétaire général : Monsieur Patrick GARCIA

Trésorier : Monsieur Gérard LENFANT

Le premier bureau assurera la gestion d'**International Restitutions** jusqu'à la réunion de l'assemblée générale qui aura lieu dans le délai de six mois des présents statuts.

Fait à Théza, le 1^{er} septembre 2021

Statuts modifiés à Pollestres le 31 décembre 2021, le 23 novembre 2022, le 31 janvier 2023 et le 10 juillet 2024

Robert CASANOVAS
Président



Jean-Michel TOURON
Vice-président



Patrick GARCIA
Secrétaire général



Gérard LENFANT
Trésorier

